

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Édition Chronologique n° 78 du 9 octobre 2020

TEXTE RÉGLEMENTAIRE PERMANENT

Texte 13

ARRÊTÉ

portant modification de l'arrêté du 15 janvier 2019 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial d'administration centrale n° SAC22.

Du 28 septembre 2020

ARRÊTÉ portant modification de l'arrêté du 15 janvier 2019 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial d'administration centrale n° SAC22.

Du 28 septembre 2020

NOR A R M S 2 0 5 5 2 2 9 A

Texte(s) modifié(s) :

➤ [Arrêté du 15 janvier 2019 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial d'administration centrale n° SAC22.](#)

Référence de publication :

La ministre des armées,

Vu le décret n° 82- 453 du 28 mai 1982 ^(A) modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique, notamment son article 41 ;

Vu le [Décret N° 2012-422 du 29 mars 2012 relatif à la santé et à la sécurité au travail au ministère de la défense](#) ;

Vu l' [Arrêté du 15 janvier 2019 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial d'administration centrale n° SAC22](#),

Arrête :

Article 1^{er}

L'article 3 de l'arrêté du 15 janvier 2019 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« L'antenne d'organisme relevant du champ de compétence du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail créé en application de l'article 1 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial d'administration centrale n° SAC22 est la suivante :

- centre interarmées du soutien multiservices, antenne de Tulle (anciennement dénommé service parisien de soutien de l'administration centrale, antenne de Tulle)
».

Article 2

A l'alinéa a) de l'article 4 de l'arrêté du 15 janvier 2019, les mots « le chef du service parisien de soutien de l'administration centrale ou son représentant qui en assure la présidence » sont remplacés par les mots « le chef du centre interarmées du soutien multiservices ou son représentant qui en assure la présidence ».

Article 3

Le chef du centre interarmées du soutien multiservices est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel des armées*.

Pour la ministre et par délégation :

Le chef du service des statuts et de la réglementation des ressources humaines militaires et civiles,

L. GRAVELAINE.

Notes

^(A) n.i. BO ; JO du 30 mai 1982, page 1737.